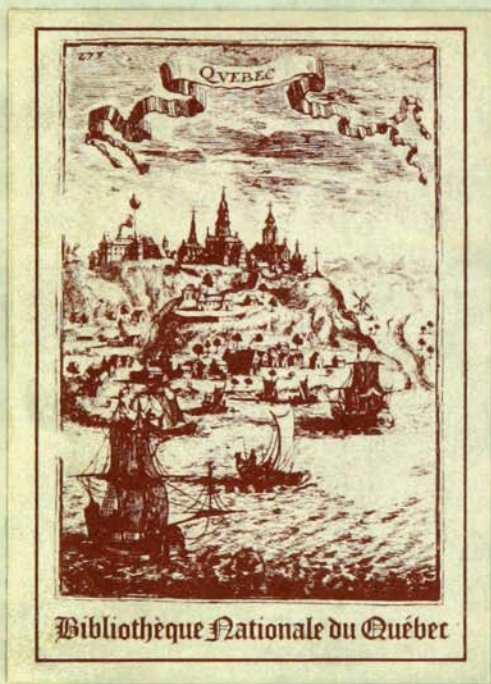


973.89
B138g
1898



Bibliothèque Nationale du Québec

LA GUERRE

L'Espagne et les Etats-Unis

— PAR —

JEAN BADRBUX

[Henri Roulland]

LEPROHON & LEPROHON,
LIBRAIRES-ÉDITEURS,
1629 Rue Notre-Dame
MONTREAL
1898

REGISTRÉ conformément à l'Acte du Parlement du Canada,
en l'année mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, par LEPRO-
HON & LEPROHON, de Montréal, au bureau du Ministre de
l'Agriculture, à Ottawa.

E.
715
B33

BOITILLER
D'AFFAIRES

EN PRÉPARATION :

LE GUIDE DES HOMMES D'AFFAIRES

Pour paraître en 1899.

Un superbe et fort volume 50c.

LA GUERRE

L'ESPAGNE ET LES ETATS-UNIS

C'est une banalité qui a cours en Europe que chaque printemps apporte toujours avec sa verdure et avec ses senteurs la menace d'une guerre.

La prophétie se réalise rarement, Dieu merci ; mais elle n'en est pas moins fondée, et cette menace périodique ne passe pas sans faire frémir les peuples.

Ce n'est point que les effluves printaniers tourmentent l'homme et le font plus belliqueux ; c'est tout simplement que la venue de la belle saison rend l'entrée en campagne plus facile, c'est-à-dire plus imminente, plus probable. Aussi, dès que la sève coule dans les arbres, que le soleil escalade le zénith, que les oiseaux chantent et commencent la construction de leurs nids, les hommes, débarrassés de la crainte des frimas, parlent de vider leurs querelles, et, insensibles aux charmes de la nature renais-

sante, ne rêvent que fusillade, canonnade, mitraille et mise en capilotade de leurs semblables.

Heureusement, ces velléités destructives ne se traduisent d'ordinaire que par des propos aigres-doux échangés entre les peuples dont les intérêts nationaux sont en antagonisme. La parole étant un exutoire, quand les peuples ont parlé—par la voix de leurs journaux — les passions s'apaisent, l'été suit le printemps, l'automne succède à l'été, et avec l'hiver la concorde règne de nouveau au sein des nations qui, comme les enfants, sont satisfaites d'avoir impunément fait tapage.

Cette année pourtant la menace est d'autant plus sérieuse qu'elle intéresse la paisible Amérique et qu'elle a été faite par l'Espagne, sous forme de démonstration navale.

Depuis longtemps l'Espagne était en état d'hostilité avec les Etats-Unis. Cela résultait du malaise grave que causait à cette puissance l'interminable rébellion de Cuba, et surtout son interminable pacification. Sans rechercher les causes de cette rébellion, sans prendre parti pour ou contre l'Espagne, les Etats-Unis avaient à plusieurs reprises manifesté leur désir de voir cette lutte prendre fin. En effet, bien que les Etats-Unis ne fussent pas directement mêlés à cette campagne meurtrière et rui-

neuse, le voisinage du théâtre de la guerre ne laissait pas que de leur causer d'énormes préjudices de toute nature et leur imposait, notamment, l'onéreuse obligation de croiser dans les eaux hispano américaines, afin d'empêcher les belligérants de prendre pour terrain de combat les territoires de l'Union.

Une des conséquences de la guerre entre deux nations, c'est d'imposer aux nations voisines la nécessité de s'armer pour se protéger contre l'envahissement volontaire ou involontaire des combattants. Cette conséquence, chaque pays l'accepte avec résignation et se soumet à cette nécessité, à la condition toutefois que l'état de mobilisation partielle qui lui est imposé par les événements aura une durée limitée.

Les nations limitrophes et neutres sont dans la position des particuliers dont deux voisins se battraient. Afin d'éviter que ceux-ci, dans leur excitation, n'envahissent leur propriété pour en faire un champ de bataille, ils sont tenus de garder les issues de la dite. Puis, dans la crainte de recevoir des immondices dans leurs appartements, ils ferment les fenêtres ; et dans la crainte que des pierres n'en fracassent les vitres, ils protègent leurs fenêtres avec les volets. De là une sujétion désagréable et préjudiciable au premier chef.

Lorsque la bataille ne se prolonge pas

trop, les citoyens paisibles en sont quittes pour une perte de temps, pour une faction fastidieuse et pour la corvée de balayer les débris qui jonchent leurs trottoirs. Mais si le combat est interminable ; si les ennemis en présence se heurtent continuellement, faisant du bruit et d'inutiles dégâts ; si, en un mot, cette situation anormale se prolonge exagérément ; s'il n'est pas possible à ceux qui sont étrangers à la querelle, et qui en souffrent, de préjuger l'issue de la lutte quant à la date et aux résultats, il est légitime pour eux d'intervenir et de mettre le holà en dépit des protestations des belligérants.

Or, malgré la trivialité de l'exemple, c'est là la situation des Etats-Unis à l'égard de l'Espagne.

Depuis plus de trois ans, les Cubains— à tort ou à raison, nous n'avons pas à examiner ce point—se sont révoltés contre le joug espagnol.

L'Espagne, pour faire rentrer ses sujets séditieux dans ce qu'il est convenu d'appeler l'obéissance alors que ce n'est parfois que l'esclavage, l'Espagne, dis-je, envoya coup sur coup des forces militaires pour *pacifier* l'île insurgée. Cuba fut insensible à ces procédés et déclina à coups de fusil l'honneur d'être sous la gouverne de l'Espagne.

C'était en somme une affaire de famille à

laquelle les Etats-Unis se gardèrent bien de se mêler.

Un jour vint cependant où le cabinet de Washington, plus fatigué de la longueur de cette campagne qu'outré des cruautés qui distinguaient cette guerre ardente, se crut en droit de faire des remontrances diplomatiques à l'Espagne. Celle-ci répondit avec une fière arrogance que cette affaire lui étant personnelle elle entendait la conduire à sa guise. C'est alors que les Etats-Unis agitèrent sérieusement la question de savoir s'il ne conviendrait pas de reconnaître aux Cubains la qualité de *belligérants*.

On sait que les conventions internationales imposent aux divers états une attitude et une réserve particulières à l'égard des peuples ou des groupes réputés *belligérants*, c'est-à-dire en guerre ouverte, déclarée régulièrement de puissance à puissance. Mais lorsqu'il s'agit d'insurgés, c'est-à-dire de sujets réfractaires aux lois générales d'un état, ceux-ci sont exposés aux représailles des puissances voisines vivant en paix avec celle qui voit son autorité méconnue ou méprisée.

Les Etats Unis étant sympathiques aux Cubains, ils tentèrent donc d'accorder à ceux-ci une qualité qui les mettaient à l'abri de l'action hautement policière qu'ils étaient obligés d'exercer à l'égard des insurgés, tant qu'ils n'étaient que des insurgés. Comme

cette reconnaissance de *belligérants* eût été un *casus belli* entre l'Espagne et les États-Unis, ceux-ci se contentèrent de proposer la chose, pour la forme, priant le Sénat de tuer le projet. Mais le seul fait d'avoir discuté ce point constituait un blâme pour l'Espagne, qui, à dater de ce jour, redoubla d'atrocité dans la repression. Ce qui d'ailleurs est familier à ce peuple conquérant des races primitives ou pastorales.

Pendant que la guerre exerçait le génie militaire des Espagnols et des Cubains, les États-Unis étaient obligés de protéger leurs côtes, d'assurer la navigation dans le voisinage de Cuba et de subir les énormes pertes qui découlaient de cet état de choses, espérant toujours une solution normale et faisant preuve d'une patience qui confinait à la longanimité, disons même à la duplicité.

Mais la patience des nations comme celle des individus a un terme. Les États-Unis, las, excédés de cette guerre sans fin qui paralysait sa précieuse activité parce qu'il plaisait à des Latins déçus de s'acharner sur un peuple avide de liberté, les États-Unis, dis-je, tentèrent un suprême effort diplomatique pour mettre fin à la guerre :

—“ Faites preuve de votre autorité sur Cuba, dirent-ils aux Espagnols, mais faites vite, ou laissez aux Cubains, plus forts que vous, le droit de se gouverner et de vivre sans que vous vous mêliez désormais de la chose.”

Mais l'Espagne persistait à se faire battre par les Cubains, tout en persistant à les régenter, à les opprimer et à les massacrer.

La patience et le bon vouloir des Etats-Unis étaient à bout. Le cabinet de Washington allait faire montre d'énergie et d'autorité pour précipiter l'épilogue de l'aventure, lorsque l'incident du "Maine" vint en hâter la solution.

Au nombre des vaisseaux chargés d'assurer la sécurité des eaux et d'empêcher la contrebande de guerre, les Etats-Unis comptaient un gros cuirassé, le "Maine" qui était en observation dans la rade de la Havane. C'était un cuirassé d'escadre de deuxième rang, lancé à Brooklyn en 1890. Il jaugeait 6,682 tonneaux et sa vitesse était d'environ 16 nœuds. L'armement du navire comprenait quatre canons de 25 centimètres, six canons de 15 centimètres et une dizaine de pièces de petit calibre. C'est le second navire de guerre des Etats-Unis détruit par une explosion depuis 1885. Il y a 13 ans, le croiseur le "Missouri," qui se trouvait en rade de Gibraltar fut mis en pièces par l'explosion de ses soutes aux poudres. On fait remarquer que cette explosion ne coûta la vie qu'à un petit nombre d'hommes, tandis que la destruction du "Maine" est le désastre le plus grand qu'on ait enregistré dans aucune marine depuis la perte du cuirassé

anglais " Victoria " coulé avec tout son équipage sur la côte de Syrie, par un autre cuirassé anglais le " Camperdown. " L'explosion du " Maine, " en effet, coûta la vie à 268 hommes.

La clameur publique attribua aussitôt cette catastrophe à la malveillance des Espagnols. Ceux ci protestèrent avec la plus grande énergie, et l'enquête à laquelle on se livra immédiatement sembla exonérer complètement l'Espagne de ce véritable crime.

Voici, à ce sujet, l'appréciation fournie par M. Long, secrétaire de la marine, quelques jours après l'explosion : — " Je n'ai pas de raison de croire que le désastre soit l'œuvre d'un ennemi. Le capitaine Sigsbee (le commandant du " Maine ") n'a pas encore fait de rapport sur la cause de l'explosion. Aussi longtemps qu'il n'aura pas exprimé son opinion, je ne le ferai pas non plus. Il me semble, d'après les renseignements reçus, que l'explosion a été le résultat d'un accident, que la soute aux poudres a sauté. Pourquoi elle a sauté ? c'est ce que j'ignore. Pour le moment, du moins, nous n'enverrons pas d'autre navire de guerre à la Havane. "

De son côté, le lieutenant John J. Blondin, un des officiers survivants du " Maine, " a dit quelques instants après la catastrophe dont il contait les détails au correspondant de l' " Associated Press " :

“ Je n'ai aucune idée de la cause de l'explosion. Un examen fait par des plongeurs pourra seul apprendre quelque chose au conseil d'enquête. J'ai entendu dire comme d'autres que la rade de la Havane était pleine de torpilles, mais les officiers que cela concernait ont constaté qu'ils n'en avaient trouvé aucune trace. Personnellement je ne crois pas que les Espagnols aient été pour rien dans l'explosion du “ Maine.”

Le capitaine Dickins, chef du Navigation Bureau, a exprimé l'opinion que l'explosion a eu lieu dans la soute aux poudres du “ Maine.” Cela est rendu évidemment, a-t-il dit, par ce fait que le navire flottait encore une heure après l'explosion. Si une torpille avait heurté la coque du navire, le “ Maine ” aurait coulé presque immédiatement, et du moment où il s'est maintenu sur l'eau, c'est là la preuve que l'explosion a eu lieu à l'intérieur de la coque et non à l'extérieur.

Le contre amiral Brown, récemment mis à la retraite, est du même avis. Il ne croit pas qu'une torpille ait fait sauter le “ Maine.” Il n'y a pas de torpilles sous-marines à poste fixe dans la rade de la Havane. L'explosion a dû se produire à l'intérieur du navire.

Plusieurs officiers de marine sont d'avis que l'explosion peut s'être produite dans une des soutes par suite de la combustion

spontanée du charbon. Ce ne serait pas la première fois que le charbon aurait mis en danger un navire de guerre américain. A bord du croiseur "Cincinnati," il a fallu à deux reprises inonder les soutes aux poudres pour les empêcher de sauter pendant un incendie causé par le charbon. Le même fait s'est produit à bord du "Boston."

Voilà des opinions américaines, nettement et librement exprimées. On peut les considérer comme très sérieuses et définitives, parce qu'elles ont été émises à un moment où l'on ne songeait pas encore à utiliser le désastre au profit d'une rancune, ou d'y trouver un prétexte plausible et valable d'intervention diplomatique puissante, et au besoin d'intervention armée.

Voici maintenant en quels termes s'est exprimé, un mois après la catastrophe, le capitaine Péral, président du conseil d'enquête choisi par l'Espagne pour rechercher les causes de l'explosion du "Maine" :

"Nos plongeurs travaillent avec ardeur à l'examen de la coque du "Maine." Ils éprouvent de sérieuses difficultés à cause de la boue épaisse dans laquelle la coque est enfoncée et en raison de l'état de la partie avant de l'épave. Tout l'avant, en effet, ne forme qu'une masse de débris de fer et d'acier. Nous en avons enlevé une grande

partie, mais il n'est pas toujours possible dans la boue de dire quelles portions du navire on a trouvées : plaques, pont, bau, épontille, attendu que l'explosion a tout bouleversé.

“ Nous croyons avoir trouvé à quel endroit se trouve la proue, mais pas comme on le supposait. La tourelle d'avant, contenant deux forts canons, a été séparée de la coque et lancée dans l'eau à tribord. Nous allons continuer nos travaux et essayer d'examiner l'avant de la coque jusqu'à la quille. Il peut se faire que nous propositions aux autorités américaines de soulever la coque au moyen d'un bassin à flot, apporté d'Angleterre, et se trouvant actuellement dans le port de la Havane.

“ Nous ne pouvons croire qu'il y a eu à l'extérieur une explosion de torpille, pour les motifs suivants : “ Une torpille, emportée dans son explosion vers un point offrant une moindre résistance, aurait dû creuser un grand trou dans la boue qui garnit le fond du port. On n'a pas trouvé de trou de ce genre. Une torpille aurait dû lancer en l'air une masse énorme d'eau si elle avait fait explosion à moins de 25 pieds de profondeur ou, dans tous les cas, produire une vague qui aurait atteint les autres navires et la côte. Nous avons interrogé tous ceux qui étaient à bord ou sur la côte au moment de l'explosion ; nous n'avons trouvé per-

sonne qui ait remarqué la projection d'une masse d'eau en l'air ou la production d'une forte vague.

“ Toujours une explosion de torpille tue les poissons aux alentours de l'endroit où elle se produit. L'explosion du “ Maine ” n'a pas tué de poissons, comme le certifient les pêcheurs qui connaissent le port depuis plusieurs années. Pour produire les effets remarqués sur l'épave du “ Maine ” la torpille aurait dû être d'une puissance énorme et contenir au moins 150 à 200 kilos de dynamite.

“ De tous ces faits, je conclus que l'explosion s'est produite à l'intérieur du navire. Mon avis est basé sur le rapport qui est déposé devant le conseil d'enquête. Quand il aura terminé ses travaux, notre conseil d'enquête donnera sa décision conformément aux meilleures preuves qu'il aura pu se procurer. Nous faisons dessiner les plans, les diagrammes et l'aspect de l'épave aussi vite que les plongeurs peuvent nous donner des renseignements précis et définitifs.”

On ne peut que reconnaître la valeur des raisons du capitaine Péral en faveur d'un accident déplorable dont il semble difficile de faire porter la responsabilité à l'Espagne.

Mais le chauvinisme s'en est mêlé et aujourd'hui les Etats-Unis, après leur enquête

officielle, concluent à une explosion extérieure imputable à l'Espagne.

Des notes s'échangent entre les cabinets de Washington et de Madrid, mais chaque nation persiste avec âpreté dans ses conclusions qui sont diamétralement opposées. En attendant le règlement des difficultés ou l'ouverture des hostilités, l'Espagne, profitant de ce que la mobilisation de sa flottille de torpilleurs était décidée et annoncée avant l'incident du " Maine " a pu mettre son escadre en route pour Porto-Rico, sans que les Etats-Unis puissent voir dans ce mouvement la rupture de l'état de paix entre les deux puissances. Mais il n'en est pas moins vrai que cette manœuvre est grosse de menaces en même temps qu'elle donne à l'Espagne un avantage momentané et considérable.

Maintenant, en cas de conflit, on se demande avec une anxiété explicable quelle serait l'attitude des états européens. La réponse à cette question semble avoir été faite par M. Hanoteaux, le ministre des affaires étrangères en France, qui paraît résumer l'état d'esprit de l'Europe.

Répondant à une critique d'un député, M. Baron, le ministre a fait à la Chambre la déclaration suivante :

“ La défense de nos propres intérêts est subordonnée à l'importance des graves dif-

fiicultés que la question cubaine offre depuis si longtemps. Le monde tout entier suit avec émotion et anxiété les phases variées du conflit, et tout le monde en désire la fin. Les intérêts en jeu ou menacés, le courage et la persévérance déployés ajoutent chaque jour de nouveaux éléments à la tension dramatique des événements qui se passent dans cette île. La Chambre des députés connaît la sympathie et l'estime que nous inspirent les Etats-Unis. D'un côté nous avons d'anciennes et fidèles relations, de bons sentiments de voisinage, des affinités de race et d'intérêt, et enfin le respect que cette patriotique et héroïque nation nous inspire naturellement. D'autre part, nous avons une puissante sœur républicaine, pleine d'ardeur et de confiance en sa valeur, qui demande qu'une fin immédiate soit mise aux maux qu'elle a connus elle-même, et qui durent depuis longtemps. Telle est la situation. Notre premier devoir est d'exprimer aux deux nations le désir qu'un conflit sanglant et forminable entre l'Espagne et les Etats-Unis soit évité.

“ Si, d'un commun accord, tous deux veulent trouver des amis impartiaux pour les aider dans la voie de la conciliation, ils en trouveront de nombreux et de bien disposés.

“ Nous ne pourrions aller plus loin, dans les circonstances. Je ne puis que souhaiter

ardemment une solution pacifique et équitable des difficultés.”

Les paroles de M. Hanoteaux ont été très applaudies, et par un vote emporté à une grande majorité elles ont été pleinement approuvées.

On a vu plus haut quels étaient les sourds griefs des États-Unis contre l'Espagne qui, pour pacifier Cuba, jetait la perturbation dans les affaires de nos voisins ; voyons à présent quels sont les griefs de l'Espagne contre sa grande possession des Antilles. Détachons d'une interview de M. Emilio Castelar, l'éminent homme d'état espagnol, un passage qui ne manque pas d'intérêt :

“ Le mouvement cubain est né dans un moment inopportun. Nous avons d'abord aboli la traite qui s'était maintenue si longtemps à l'encontre des lois internationales ; nous avons ensuite aboli l'esclavage ; les affranchis qui restaient sous un doux patronat obtinrent leur manumission. D'abord à Porto-Rico, grâce au dernier gouvernement d'Amédée de Savoie et au premier de la république ; ensuite à Cuba, grâce aux premiers gouvernements de la restauration, le servage disparut ; on reconnut aux nègres les libertés fondamentales et une considération sociale dont la race noire n'a jamais

joui nulle part ailleurs. Des députés furent admis à représenter Cuba au congrès des Cortès ; on décréta à Cuba la liberté de conscience, d'enseignement, de la presse, de réunion comme en Espagne. On présenta même aux Cortès un projet de gouvernement de l'île par elle même. On décréta une grande mesure de transaction qui fut votée par tout le monde, depuis les républicains extrêmes jusqu'aux plus enragés carlistes. Nous étions en pleine évolution progressiste. « Un peuple qui pénètre dans ces voies, indiquées au progrès humain par la sociologie la plus avancée, a-t-il le droit de s'insurger ? Non, mille fois non ! On ne demandait aux Cubains aucun service militaire, on leur faisait payer le moins de contributions possibles ; ils avaient les mêmes droits naturels que le reste des Espagnols, ils étaient sur le point d'obtenir encore une participation plus grande dans leur propre gouvernement..... et ils se soulèvent ! Une telle insurrection équivaut à un suicide !

“ Il ne faut pas parler au peuple espagnol d'autre chose que de la guerre. Il veut combattre et il combattra jusqu'à son dernier maravédis et jusqu'à sa dernière goutte de sang. Rien ne pourra l'écarter de cette voie et rien ne pourra l'empêcher de rétablir par les armes sa souveraineté combattue par les armes. Les Cubains, avec tout autre peuple que nous, auraient gagné

par une sage évolution. Mais le peuple espagnol est aussi résolu à être implacable pendant la guerre qu'humain et libéral après la victoire.

“ On me dit que nous ne pourrons pas éviter un conflit avec les Etats-Unis. Dans ce cas, ce sera de leur part contre nous une agression aussi criminelle que celle de Napoléon Bonaparte en 1808. Nous ne les avons pas provoqués. Leurs menaces, nous les avons recueillies avec le dédain d'une conscience tranquille ! Nous ferons tout notre possible pour éviter cette guerre, sans nous humilier devant la force ni souiller notre histoire par la moindre indignité.

“ Mais si les Etats-Unis nous déclarent la guerre, nous soutiendrons notre bon droit envers et contre tous.”

On voit que M. Emilio Castelar fait remonter à une date assez ancienne les prétendus bienfaits dont l'Espagne aurait accablé les ingrats Cubains. Par malheur, nous n'avons pas de documents précis qui nous indiquent d'une façon bien claire la nature des revendications qui ont motivé la révolte des colons de Cuba. Cependant, à défaut d'une plainte collective formulée selon les règles de la rhétorique et de l'hypocrisie officielle, nous avons l'Histoire à laquelle nous pouvons demander des références.

Nous ne rappellerons que pour mémoire

les criminels exploits des Cortez, des Pizare, des Soto et de tous ceux qui, au nom de l'Espagne, ont conquis des territoires et des peuples dans le Nouveau-Monde. Pour ne pas élargir le débat et pour le circonscire à Cuba, je vais résumer en quelques lignes une puissante page d'histoire, tracée en 1777, par Bossu, dans son beau livre : " Nouveaux voyages en Amérique."

Autrefois, les îles de Cuba et des Lukayes avaient plus de six cent mille habitants. Elles n'en ont pas présentement vingt (en 1775). Bartholomeo de Las Cazas, digne évêque de Chiapa, disait à cette époque que dans l'île Hispaniola, appelée aujourd'hui Saint-Domingue, de trois millions d'Indiens il n'en restait plus de son temps. Ils en ont tué, dit-il, plus de QUINZE MILLIONS en terre ferme. " Ils ne tiennent aucun compte " de leurs âmes, qui sont immortelles comme " les nôtres, non plus que si ces pauvres In- " diens n'étaient que des bêtes ".....
..... Un Espagnol interrogé comment il instruisait ces pauvres Indiens, répondit : " Je les donne au diable, c'est assez pour " eux." Quand ils les pendaient par dou- zaines, ils disaient que c'était en l'honneur de Notre Seigneur et des douze Apôtres..... " Nous avons vu, dit l'évêque des Indes " Occidentales, dix grands royaumes plus " grands que n'est l'Espagne, et beaucoup

“ plus peuplés, être réduits en solitude
“ par les cruautés et l’horrible boucherie
“ qu’ils ont exercées.”

Ces exemples sont anciens, sans doute, et ils ne pourraient guère établir la cruauté systématique des Espagnols envers ceux qui s’insurgent contre leur despotique autorité. Mais il existe des exemples plus récents, des exemples dont le souvenir est encore présent à la mémoire de tous ceux qui suivent la politique internationale, et les victimes des rigueurs effroyables dont je vais rappeler la barbarie, étaient des Espagnols continentaux et non des Espagnols coloniaux.

En 1892, il y eut des troubles à Xérès. Ce fut une émeute sans chefs, sans mot d’ordre, sans programme, sans but, sans drapeau ! Des gens ayant trop faim s’étaient mutinés, avaient pillé les boulangeries ; puis, saouls d’avoir mangé goulûment, s’étaient répandus dans la ville, y semant le désordre, sacageant les rues à tort et à travers.

Des meneurs ? Il n’y en avait pas. C’était la foule, la cohue, le troupeau : les loups de Panurge ! Aussi lors des repressions péchât-on dans le tas, au hasard, les responsabilités à instituer, les coupables à punir.

Quatre hommes dont on n’a jamais su les noms en dehors de la police, quatre artisans

chargés de famille, furent “ garotés ” c'est-à-dire étranglés en place publique par le bourreau. Rien ne put fléchir la clémence royale... Sa Majesté se borna à envoyer d'insignifiants secours aux veuves et aux orphelins faits par son ordre.

Un nombre considérable de prisonniers se suicidèrent. D'autres, par épuisement, par désespoir, refusaient de toucher au pain moisi qu'on leur jetait et dont les rats ne voulaient pas; repoussaient une bouillie confuse dont les porcs n'eussent point voulu; s'enveloppaient dans les haillons qui leur restaient, et se laissaient mourir, stoïques, en une agonie de plusieurs jours, de plusieurs nuits...

Ceux qui n'avaient pas la sombre énergie de se retirer dans la mort étaient délivrés par l'épidémie. Dans le silence chargé de soupirs, dans l'ombre empesté de miasmes, un cri vibrat soudainement. Des mains, des pieds s'agitaient, on cherchait... Quand on trouvait, l'homme était mort! Alors, certains remplissaient le cachot de blasphèmes, tandis que les croyants récitaient les suprêmes oraisons.

Puis tous les poings s'abattaient contre la porte, afin que les gardiens vissent enlever le cadavre... car il en fut que l'on oublia trois jours parmi les vivants.

Je n'exagère pas. J'ai lu ces récits dans plusieurs graves journaux parisiens qui

reproduisaient ces horreurs des journaux espagnols, notamment dans le *Figaro* et dans le *Temps*.

Un des faits les plus révoltants de cette sauvage repression d'une émeute provoquée par la faim, est le suivant :

Le directeur de la prison de Xérès, dont par malheur le nom n'a pas été publié, avait été frappé pendant l'émeute par un guenx qui, quelques jours plus tard, fut puni de mort pour cet exploit. Cela ne suffisait pas à la vengeance du fonctionnaire. Il torturait ses prisonniers. Un jour, on dût déplacer une grille de fer pesant plus d'une tonne. Cette grille gisait dans la cour de la prison. Le directeur choisit huit prisonniers parmi les plus faibles, et, pour stimuler leur zèle, il leur adjoignit à chacun un garde-chiourme muni d'un solide gourdin. Alors il commanda :

“ En l'air, la grille à l'épaule ! ” Et comme malgré l'effort visible des huit malheureux la masse de fer n'oscillait même pas, les bâtons s'abattirent sur les épaules des captifs. Le directeur criait :

— Frappez dur sur ces cochons-là !

Un des prisonniers clama :

— “ C'est trop lourd ! on ne peut pas la soulever ! ”

Alors, pour faciliter la tâche, des huit hommes, on en retira deux. Puis, voyant leur impuissance, des six restants, deux

encore furent enlevés. Quand ils ne furent plus que quatre, les bâtons firent leur office, jusqu'à ce qu'ils tombassent, évanouis, sous la trique.

C'est gentil, n'est-ce pas, pour une nation qui se vante d'avoir donné aux Cubains toutes sortes de douceurs matérielles et im-matérielles.

Mais enjambons deux années, et arrivons à l'épilogue de l'affaire de Xérès, en mai 1894, et voyons à l'aide de quels moyens on force, là-bas, dans la patrie du Cid, les prisonniers récalcitrants à tels aveux ou telles dénonciations, qu'il plaît aux autorités de PROVOQUER. Le procédé est infiniment ingénieux. Il suffit de nourrir l'homme, trois jours environ, de morue salée, *sans lui donner une goutte d'eau*. Alors, on l'amène dans le cabinet du magistrat, et tandis que de solides agents maintiennent la tête écume-mante du supplicié, aux yeux injectés de rouge, le questionneur fait miroiter une carafe pleine d'une eau limpide et glacée.

— A boire ! hurle le patient.

—Oui, mon ami, tout à l'heure. Mais avouez avant.

—A boire !!

—Oui, oui !... Mais n'est-ce pas qu'Un tel était avec vous ; qu'Un tel a dit ceci ; qu'Un tel a fait cela ?

—A boire !!!

A genoux, bavant du sang, sanglotant de

désir, l'autre étend les mains. Il dira tout ce qu'on voudra, le pauvre animal ; trahira son père, sa mère ; livrera son fils ; donnera sa fille ; reniera son Dieu !

Puis on choisit, dans les geôles, des complices au principal auteur de la rébellion, un nommé Pallas. C'étaient des gens qui l'avaient connu à peine ou beaucoup. Qu'importe. Soupçonnés d'avoir pu pénétrer ses projets, ou de n'avoir pas dénoncé sa retraite, on les convainquait sans rémission d'avoir participé effectivement à son acte.

Sur des présomptions légères ou sérieuses, mais seulement sur des présomptions, cinq furent condamnés à mort. La Cour Suprême, indulgente jusqu'à la faiblesse, ajouta une condamnation de son crû. C'étaient des gens de rien, des ouvriers, des traîne-misère chargés d'enfants. Ils s'appelaient Cerezuela, Sogas, Ars, Bernat, Sabat et Codina.

Le 20 mai 1894, on les enferma dans la forteresse de Montjuich, triplement encerclée de murailles, de gendarmes et d'infanterie. Vers quatre heures du matin, la Confrérie de la Paix et de la Charité s'en vint, apportant les cercueils. Puis, sur la place d'armes, lecture fut faite aux intéressés, un par un, des procès-verbaux les concernant.

Ils devaient les contresigner. Cerezuela, Sogas, Ars, Bernat et Sabat refusèrent, protestant de leur innocence ou dédaignant de

s'expliquer. Codina seul y consentit ; retirant sa casquette pour entendre lecture du verdict qui le rayait du nombre des vivants, puis, après avoir apposé son paraphe, rentrant dans le rang et disant :

—C'en est fait ; maintenant on tâchera de mourir dignement.

Le soir, ils obtinrent, selon l'usage, de voir leurs familles. Ars reçut sa femme, sa belle-sœur et ses petits ; Sogas, sa femme, sa fille et ses quatre sœurs ; Bernat, son vieux père ; Sabat, sa femme et ses quatre enfants.

Celui-là leur dit :

—Je vous défends de pleurer et vous ordonne de me venger. Voyez comme l'on meurt, et apprenez à mourir, s'il le faut !

Codina refusa de recevoir personne, et s'opposa même à ce qu'on fit avertir ses parents.

—Mon père est vieux et malade, ne le dérangez pas. Ma famille passerait un triste quart d'heure à me voir ; il vaut mieux éviter ce déchirement. Je veux mourir comme on doit mourir dans mon cas.

A deux arpents de la forteresse les soldats devenaient tout pâles d'entendre ainsi les femmes hurler à la mort !

De bon matin on vint prendre les condamnés. Sogas, Ars et Bernat étaient endimanchés. Cerezuela, Sabat et Cadina avaient gardé leur tenue d'ouvriers. Sogas, le seul

qui s'était confessé et avait communié la veille, chancelait, répétant les yeux pleins de larmes : " Mes enfants.... mes pauvres enfants ! " Arrivé au lieu du supplice il reprit son aplomb et, comme ses compagnons, avança vers la mort sans jactance et sans peur.

On les amena près des poteaux ; on leur banda les yeux ; puis on les força de s'agenouiller, dos aux soldats exécuteurs, quoique deux des condamnés eussent réclamé de mourir debout.

Le prêtre commença à réciter le *Credo* en latin. La décharge des fusils lui coupa la parole. Cependant Codina et Sabat étaient encore à genoux. On tira une seconde fois ; Sabat roula mais Codina resta agenouillé. On tira pour la troisième fois. Codina tomba, alors, près des autres, mais comme il s'obstinait, malgré tout, à vivre, on lui donna le coup de grâce : une balle dans l'oreille, à bout portant.

La confrérie de la Paix et de la Charité procéda à la mise en bière ; et deux fourgons emmenèrent les six cercueils derrière lesquels pleuraient les parents des défunts. Les détonations avaient retenti jusqu'en mer, où quatre cents prisonniers, à bord du " Navarra," attendaient qu'on dispose de leur sort..... peut-être ainsi !

Et dire que c'est une femme—une mère—

qui régnait et qui règne encore sur l'Espagne !

Si l'on traite actuellement ainsi, en Espagne, les malheureux égarés qui protestent brutalement contre la misère, comment doit-on traiter les coloniaux qui s'insurgent contre le régime qu'on leur impose à grands frais ? L'acharnement que mettent les Cubains dans la résistance indique qu'ils aiment mieux la mort que la servitude, et que les beautés du traitement exposé par Emilio Castelar à un journaliste ont très peu d'attraits pour des sujets qui préfèrent la liberté avec des haillons à l'honneur d'être bâtonnés par des officiers chamarrés d'or.

On peut donc sans témérité supposer que les Cubains avaient de bonnes raisons pour se révolter. Ceci admis, il est difficile de donner raison aux Espagnols et de les appuyer dans leurs revendications.

C'est pour cela, sans doute, que les Etats-Unis n'ont pas caché, dès le début de ce conflit, leurs sympathies pour les révoltés.

A l'heure présente, les relations entre les deux puissances sont telles qu'un rien suffirait à faire partir tout seuls canons et fusils, et que ce rien se produira peut-être d'un instant à l'autre.

Les conséquences économiques d'une guerre seraient désastreuses pour les deux pays, plus encore peut-être pour l'Espagne

que pour nos voisins, mais les conséquences philosophiques seraient d'une gravité bien plus désastreuse encore. En effet, on commençait à croire que les guerres entre grandes nations étaient passées à l'état de sanglant souvenir. La guerre franco-prussienne semblait avoir fermé la série des luttes entre les puissances continentales des deux mondes et formidablement armées ; faudra-t-il reconnaître que l'on s'est trompé dans ces rassurantes prévisions ? Que la guerre soit encore portée en Afrique ou en Asie, voire même en Amérique par des états puissants, poussés par la nécessité à conquérir des colonies ou à protéger leur possessions exotiques, ce sont là des nécessités cruelles qui, du moins, engendrent parfois des bienfaits appréciables, soit par la diffusion du progrès, soit par la mise en valeur de territoires jadis incultes, soit par l'ouverture de nouvelles voies de communication.

Si l'Espagne, en courbant violemment Cuba sous sa puissance apportait un élément nouveau à la civilisation ; si elle créait un foyer commercial ; si elle fondait un grenier d'abondance ; si, en un mot, elle aidait d'une façon quelconque au progrès universel, nul n'aurait le droit de s'indigner et encore moins celui d'intervenir en se plaçant entre elle et la conquête convoitée. Mais il n'en est pas ainsi. Que

Cuba soit indépendante ou en tutelle, ses précieuses productions ne seront ni plus ni moins livrées à la consommation du monde entier. Il importe donc peu aux nations que les Cubains soient des citoyens libres ou des sujets soumis à l'Espagne, tandis qu'il importe beaucoup aux mêmes nations que la paix renaisse à Cuba, car la guerre ravage inutilement ce sol fertile, en le frappant depuis trop longtemps de stérilité.

Il y a donc deux raisons puissantes qui militent en faveur de l'intervention collective des nations pour empêcher la guerre de se faire entre l'Espagne et les Etats-Unis. La première est une raison d'exemple, ou mieux de précédent. Si, en présence d'un conflit aussi imminent que l'est celui qui fixe aujourd'hui l'attention du monde entier, l'Europe, agissant de concert, intervenait dans un sens pacifique, on pourrait être désormais assuré de la paix perpétuelle entre les grandes puissances. Le précédent manque, ou plutôt il ne s'est jamais produit dans des conditions si tendues, si irritantes. Que la simple raison inspire les puissances ; qu'elles oublient les rivalités de race ou d'intérêt, en même temps que les vieilles rancunes ; que l'amour du panache et l'ivresse de la poudre ne leur causent plus le vertige, et la paix ne sera pas troublé, non-seulement dans le présent, mais encore dans l'avenir.

La seconde raison qui impose aux puissances une action médiatrice, c'est l'intérêt général greffé sur l'équité.

Il est d'intérêt général de ramener l'ordre dans l'île Cuba, puisque l'Espagne, qui a entrepris cette besogne, ne parvient qu'à augmenter le désordre d'une façon inquiétante. En effet, les produits de cette île, c'est-à-dire les denrées coloniales, les fruits, le sucre, le tabac, le café, le coton, etc. alimentent tous les points du globe. Laisser se prolonger l'état de choses actuel, ne pas mettre fin à la perturbation que cause cette guerre interminable, c'est priver le commerce universel de ces produits et, par conséquent, en faire monter la valeur sans la moindre compensation. De plus, il est équitable de favoriser l'indépendance d'un peuple qui la réclame si énergiquement, lorsque ce peuple est en état de se gouverner sans le secours intéressé et trop pesant d'un peuple exigeant et implacable.

Les grandes puissances voudront elles ou oseront elles faire entendre leur voix ? Si elles le veulent et si elles l'osent, auront-elles assez de fermeté, d'humanité pourrais-je dire, pour persister de façon à imposer leurs sages conseils ? C'est là un fait douteux, si l'on en juge d'après les paroles prononcées par M. Hanoteaux. Sans doute elles parleront, conseilleront, tenteront la conciliation et la réconciliation; mais il est

probable que devant l'emportement belliqueux de l'Espagne, devant l'entêtement orgueilleux des Etats-Unis, les hommes d'état, leurs discours achevés, leurs notes expédiées, feront comme Pilate : ils se laveront les mains et laisseront faire.

Alors les ruines se multiplieront ; le sang rougira les vagues de la mer des Antilles, de l'Atlantique et peut-être du Pacifique ; il y aura des morts, des veuves, des orphelins ; les larmes couleront à flots ; les millions partiront en fumée ; le commerce et l'industrie tomberont en langueur ; les récoltes ne se feront pas, et pour cause ; la misère du peuple deviendra plus redoutable, et, à la suite de ces calamités, on verra des files d'estropiés se traîner dans les rues afin d'obtenir la croûte de pain sec qu'ils ne pourront plus demander à la noble et énergique action de leurs membres, ceux-ci ayant été emportés par les boulets ou troués par les balles.

FIN.

BIBLIOTHÈQUE
NATIONALE

BNQ



000 383 564